

RAPPORT SCIENTIFIQUE DU 1^{ER} CONGRÈS INTERNATIONAL Sur le management des organisations africaines - CIMOA

« Concilier développement économique et transition
Écologique et énergétique : Quel modèle pour l'Afrique ? »

25 et 26 Juin 2026

A l'IAE Amiens

SOMMAIRE

1.INTRODUCTION GENERALE.....	3
2.TABLE RONDE 1 « SOUVERAINETE ENERGETIQUE, INDUSTRIALISATION ET TRANSITION JUSTE EN AFRIQUE ».....	5
3.PLENIERE 1 « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TRANSITION ECOLOGIQUE : VERS UN MODELE AFRICAIN ?»..	6
4.SESSION SPECIALE 1 « CE QUE NOUS ENSEIGNENT LES THESES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION »..	8
5.SESSION DES « AWARDS CIMOA 2026 ».....	10
I.Best Paper Awards – CIMOA 2026	10
1.Prix d’Or.....	10
2.Prix d’Argent.....	10
3.Prix de Bronze	10
II.Awards for Innovative Sustainable Practices in African Organizations.....	10
❖ Prix d’Or ex aequo – Valentin EPOUPA BOSSAMBO.....	10
❖ Prix d’Or ex aequo – Cyrus NGO’O	10
III.Best Thesis Award – CIMOA 2026.....	10
6.SESSION « MEET THE EDITOR »	11
7.SESSIONS PARALLELE 1.....	12
8.PLENIERE 2 « POLITIQUES PUBLIQUES, GOUVERNANCE DURABLE ET TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES DES ORGANISATIONS AFRICAINES ».....	15
9.TABLE RONDE 2 « LEADERSHIP FEMININ ET TRANSFORMATION DURABLE DES ECONOMIES AFRICAINES »..	17
10.SESSION SPECIALE 2 « APPROCHES METHODOLOGIQUES EN SCIENCES DE GESTION : ENJEUX ET DEFIS EN CONTEXTE AFRICAIN ».....	18
11.SESSIONS PARALLELE 2.....	19
12.PARTICIPANTS AU CIMOA 2026.....	22
13.VALORISATION ET VULGARISATION DU CIMOA 2026 DANS LES MEDIAS	24
14.CONCLUSION GENERALE	25



1. INTRODUCTION GENERALE

Le 1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines (CIMO A 2026), organisé les 25 et 26 juin au pôle cathédral de l'Université de Picardie Jules Verne d'Amiens, constitue une étape fondatrice dans la structuration d'un espace scientifique francophone dédié aux transformations économiques et organisationnelles du continent africain. Conçu dans un contexte mondial marqué par l'intensification des crises écologiques, la pression croissante sur les ressources énergétiques, la recomposition des modèles productifs et l'émergence de nouveaux paradigmes de gouvernance, ce congrès répond à une nécessité stratégique : penser, à partir des réalités africaines, les modèles de développement capables de concilier performance économique, transition écologique et souveraineté énergétique.

L'Afrique se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Alors que plus de 600 millions de personnes demeurent privées d'accès à l'électricité, le continent dispose paradoxalement d'un potentiel énergétique exceptionnel, notamment solaire et hydraulique. Les impacts du changement climatique, déjà visibles, affectent les économies, les territoires et les populations. Les modèles de développement importés montrent leurs limites, incapables de répondre aux spécificités sociologiques, institutionnelles et géographiques du continent. Dans ce contexte, le CIMO A 2026 a été conçu comme un espace de rupture, de réflexion et d'innovation, visant à dépasser les approches mimétiques pour proposer des trajectoires endogènes, adaptées et durables.

L'organisation du congrès repose sur une alliance institutionnelle entre l'IAREMS (France), le CRIISEA (Université de Picardie Jules Verne), et l'Université d'Ebolowa (Cameroun). Cette coopération scientifique illustre la volonté de créer des ponts entre les institutions africaines et européennes, en mobilisant des expertises complémentaires et en favorisant un dialogue académique structuré. Le soutien de la FNEGE, à travers la labellisation du congrès, renforce la crédibilité scientifique de l'événement et atteste de sa rigueur scientifique.

Le CIMO A 2026 a réuni près de 80 participants, issus de 50 institutions réparties dans 9 pays et 3 continents (Afrique, Europe, Amérique du Nord). Cette diversité témoigne de l'intérêt croissant pour les questions de souveraineté énergétique, de transition écologique et de gouvernance durable en Afrique. Elle reflète également la volonté de la communauté scientifique internationale de contribuer à l'émergence de modèles africains innovants, capables de répondre aux défis contemporains tout en valorisant les ressources, les savoirs et les dynamiques locales.

Le programme scientifique du congrès, dense et structuré, a été conçu pour favoriser la confrontation des idées, la circulation des savoirs et la valorisation des travaux. Il s'articule autour de 2 tables rondes, 2 plénières, 9 ateliers thématiques, 28 communications scientifiques, 2 sessions spéciales, d'une session « Meet the Editor » et de la cérémonie des Awards CIMO A 2026. Cette architecture témoigne de l'ambition du CIMO A : offrir un espace de réflexion multidimensionnel, capable d'aborder les enjeux du développement africain sous des angles complémentaires : économiques, énergétiques, écologiques, sociaux, territoriaux, institutionnels et managériaux.

Les tables rondes ont permis d'aborder des questions structurantes telles que la souveraineté énergétique, l'industrialisation, la transition juste, le leadership féminin ou encore les transformations institutionnelles. Les plénières ont offert des lectures systémiques des enjeux, en articulant les dimensions économiques, sociales, territoriales et environnementales. Les sessions parallèles ont exploré des thématiques variées : transition écologique, entrepreneuriat féminin, gouvernance durable, dynamiques de consommation, intelligence artificielle, transformation numérique, performance organisationnelle. Les sessions spéciales ont interrogé les méthodologies de recherche en sciences de gestion et les enseignements tirés des thèses, en mettant en lumière les défis épistémologiques, institutionnels et pratiques auxquels sont confrontés les chercheurs africains.

La session « Meet the Editor », animée par le rédacteur en chef de la revue RISO, a constitué un moment clé de valorisation scientifique. Elle a permis de clarifier les exigences des revues classées et indexées, d'identifier les obstacles rencontrés par les chercheurs africains et de proposer des stratégies pour renforcer la visibilité internationale des travaux. Les échanges ont mis en évidence l'importance de la rigueur méthodologique, de la solidité théorique, de la cohérence entre problématique et cadre conceptuel, ainsi que de la qualité rédactionnelle. Ils ont également souligné la nécessité de valoriser les terrains africains, non comme des contraintes, mais comme des ressources scientifiques majeures.

La cérémonie des Awards CIMOA 2026 a récompensé des travaux exemplaires, saluant l'excellence scientifique, l'innovation méthodologique et l'impact managérial des contributions. Le Best Paper Award a distingué des recherches portant sur les conditions tarifaires de rachat d'électricité, le marketing sociétal à l'ère de l'IA ou encore la fintech appliquée à la transition énergétique. Le Best Thesis Award a honoré une thèse contextualisée sur les pratiques numériques dans le secteur culturel camerounais. Les Awards for Innovative Sustainable Practices ont mis en lumière des initiatives africaines exemplaires en matière de gouvernance durable, d'efficacité énergétique et de modernisation écoresponsable.

Au-delà des travaux présentés, le CIMOA 2026 a affirmé sa vocation de plateforme de diffusion scientifique. La production d'un ouvrage collectif et d'un numéro spécial de la revue RISO témoigne de cette volonté de capitalisation et de rayonnement.

Le CIMOA 2026 s'impose comme un moment fondateur pour la recherche sur le management des organisations africaines. Il ouvre des perspectives nouvelles, encourage des approches interdisciplinaires, valorise les dynamiques endogènes et renforce les synergies entre chercheurs, institutions et acteurs socio-économiques. Par la qualité des travaux présentés, la richesse des débats et la diversité des contributions, ce congrès pose les bases d'une communauté scientifique engagée, capable de penser et d'accompagner les transformations du continent.

Pour le Comité d'organisation du CIMOA 2026

LE PRESIDENT DE L'IAREMS




Dr. Augustin Junior Mbem
Philosophy Doctor - PhD
in Management Science, IAE - France
Enseignant - Chercheur - Consultant

2. TABLE RONDE 1 « SOUVERAINETE ENERGETIQUE, INDUSTRIALISATION ET TRANSITION JUSTE EN AFRIQUE »

La table Ronde intitulée « Souveraineté énergétique, industrialisation et transition juste en Afrique », organisée dans le cadre du *1^{er} Congrès International sur le management des organisations africaines – CIMOA*, s'est tenue au pôle cathédral de l'Université de Picardie Jules Verne, à l'amphithéâtre Beccaria, le 25 juin 2026, de 09h45 à 11h15. La session a été modérée par le Professeur Yvon PESQUEUX (CNAM –Paris, France)

Le panel était composé d'acteurs majeurs de la recherche et des décideurs publiques :

- ❖ Pr. Claude BEKOLO : Doyen Honoraire – Cameroun.
- ❖ Pr. Judith M. GLIDJA BAÏ : Membre du Conseil National de l'Autorité de Régulation de l'Electricité Université D'Abomey-Calavi Bénin.
- ❖ M. Martin Olivier ASSIMI : Inspecteur du Trésor - Cameroun.
- ❖ Pr. Françoise OKAH EFOGO : Chef de Département d'Economie Internationale, Université d'Ebolowa – Cameroun.

Les intervenants se sont accordés pour évaluer le contexte de la souveraineté énergétique sur la base des éléments suivants :

- Le paradoxe d'un continent riche en matières premières dont celles nécessaires à produire de l'énergie, une géographie physique dont les catégories sont porteuses de potentiels et la faiblesse dans l'exploitation de ces potentiels ;
- Les contradictions des politiques publiques entre l'affirmation de projets et les dérives dans leur réalisation ;
- Une malédiction allant au-delà du registre institutionnalisé de la « malédiction des ressources naturelles ».

C'est ce qui a conduit à tracer les contours d'une souveraineté dépassant la dimension de l'énergétique, l'industrialisation et la transition juste sur la base des caractéristiques suivantes :

- Une souveraineté de l'indépendance se situant dans la tension « autonomie – hétéronomie » ;
- Une souveraineté ouvrant la question de la gouvernance sur les 3 registres de l'*usus* – *fructus* et *abusus* ouvrant la question du contenu à donner à la « bonne gouvernance » ;
- Une souveraineté ouvrant la question de la justice intra et intergénérationnelle, un des deux volets constitutifs du développement durable ;
- Une souveraineté dans laquelle la sécurité constitue un élément majeur au regard des conflits sans front et sans fin qui la mine au quotidien ;
- Une souveraineté de la frontière au regard de de la tension entre des territoires sans frontières et des frontières sans territoire.

Il a souvent été question de « modèle » dans sa double acception :

- Celle de la réduction de la « réalité » par simplification de la complexité, un nœud méthodologique central ;
- Celle de la dimension normative – les contours d'une norme construite par le modèle ;

En définitive, cette table ronde a ouvert la question de savoir ce qui fait société en débouchant sur celle de l'entreprendre dont les écueils de souveraineté, en particulier énergétique, pose la question de la disponibilité de l'énergie.

Yvon PESQUEUX
Professeur du CNAM

3. PLENIERE 1 « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TRANSITION ECOLOGIQUE : VERS UN MODELE AFRICAIN ? »

Dans le cadre du 1^{er} Congrès International CIMOA, co-organisé par l'IAREMS, l'Université de Picardie Jules Verne et l'Université d'Ebolowa, et placé sous le thème général « Concilier développement économique et transition écologique et énergétique : quel modèle pour l'Afrique ? », la plénière du 25 juin 2026 s'est tenue de 11h30 à 12h30 à l'amphithéâtre Beccaria du pôle cathédral de l'UPJV. Elle a réuni des experts académiques et des praticiens afin d'explorer les trajectoires possibles d'un modèle de développement endogène, durable et adapté aux réalités africaines. La session, modérée par la Professeure Mireille BITYÉ MENDOMO, a permis d'orienter les échanges vers une lecture systémique des enjeux, en décloisonnant les dimensions économiques, sociales et territoriales de la transition.

Le panel était composé d'acteurs majeurs de la recherche et de la décision publique :

- ❖ M. Sinata Cyrille BELLO : Directeur du Développement des Politiques Environnementales au MINEPDED (Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable - Cameroun).
- ❖ M. Valentin EPOUPA BOSSAMBO : Maire de la commune de Douala III (Cameroun).
- ❖ Pr. Sigismond Hervey MVELE : Doyen de la FSEG, Université d'Ebolowa (Cameroun).
- ❖ Dr. Sandrine FOURNIER : MCF-HDR, Université de Picardie Jules Verne (France).
- ❖ Pr. Ruphin NDJAMBOU : Université Omar Bongo (Gabon).

Sous la conduite de la modératrice, la plénière s'est articulée autour de quatre piliers fondamentaux pour penser la transition du continent.

1. Une nécessaire rupture avec les modèles hérités

Les intervenants se sont accordés sur l'urgence de sortir du « piège » des modèles économiques classiques et de la logique de rente. Il ne s'agit pas d'adapter les modèles occidentaux aux réalités africaines, mais de penser une nouvelle gouvernance fondée sur l'endogénéité.

- ❖ Besoins financiers et contraintes : Les panélistes ont souligné que les demandes en capitaux pour la transition énergétique imposent de repenser les mécanismes de financement et de gestion des matières premières, en même temps qu'un véritable changement de paradigmes identitaires dans la manière de penser le développement.
- ❖ Investir dans l'humain : L'humain et le « Bien-être » ont été positionnés comme le cœur de la stratégie, au-delà du seul PIB.

Le Pr. MVELE Sigismond Hervey a structuré son propos autour de six axes de lecture du modèle africain de développement : la croissance, la transformation structurelle, le bien-être, le numérique et la transition verte, qu'il articule à l'émergence de nouveaux modèles et paradigmes propres au continent. Il a insisté sur la nécessité de sortir du mimétisme institutionnel pour réinventer les trajectoires africaines à partir de solutions endogènes, portées par un idéal de prospérité durable alliant renouvellement technologique et gouvernance renouvelée. Il a également interrogé les considérations sociales que soulèvent ces défis pour l'agir territorial.

2. Gouvernance territoriale et action publique locale

L'échelon local est apparu comme le laboratoire privilégié de la transition.

- ❖ Expérimentation territoriale : Les intervenants ont plaidé pour une approche d'expérimentation par les territoires, portée par une démarche d'empowerment territorialisé. La gestion des compétences doit être révisée pour permettre aux collectivités d'agir, notamment sur le plan social.
- ❖ Rôle des collectivités : M. Valentin Epoupa Bossambo (Maire de Douala III) a incarné la voix des collectivités dans la gouvernance des mairies face aux contraintes écologiques, en prenant l'exemple de la municipalité qu'il dirige aux destinées.

- ❖ Vers un label de marché africain : Le Pr. MVELE a évoqué la piste d'un label de marché dédié à « une Afrique durable », comme levier de différenciation et de valorisation des pratiques territoriales vertueuses.

3. L'urgence d'un nouveau pacte social et entrepreneurial

- ❖ Un nouvel entrepreneuriat : La transition passe par une dynamique d'entrepreneuriat écologique et social, impliquant des politiques publiques adaptées et un écosystème favorable aux start-ups locales.
- ❖ Approche par les « Communs » : La notion de biens communs (ressources naturelles, énergies) a été mise en avant comme clé de voûte d'une gouvernance participative, où l'État, la société civile et le secteur privé copilotent les décisions.

Le Dr. Sandrine FOURNIER a proposé une lecture méthodologique de la question, fondée sur l'intelligence collective et sur l'implication effective des parties prenantes au niveau de l'élaboration des politiques publiques. Elle a insisté sur une démarche d'écoute et de formulation d'hypothèses, plaidant pour une posture scientifique consistant à accepter les faits plutôt qu'à plaquer un modèle importé et improbable sur les réalités africaines. Son intervention a ouvert plusieurs questionnements structurants pour la suite des débats : quel cadre proprement africain penser entre logiques endogène et exogène ? Quel est l'impact des différentes barrières (institutionnelles, financières, culturelles) à l'œuvre sur le continent ? Comment penser une économie circulaire adaptée aux réalités vécues sur le terrain ? Elle a enfin appelé à ancrer la réflexion dans une économie de l'éducation participative, condition d'appropriation durable du modèle africain recherché.

4. L'articulation Énergie-Agriculture et Matières premières

- ❖ Modèles endogènes : Les panélistes ont discuté de l'importance de construire des politiques où le secteur énergétique et le secteur agricole ne sont pas opposés mais interdépendants. L'usage des ressources locales doit être repensé pour éviter les dépendances extérieures, dans une logique d'économie circulaire.
- ❖ Revitalisation des territoires ruraux : La « révision des frontières » conceptuelles entre ruralité et urbanité a été évoquée pour une meilleure intégration.

Principaux axes stratégiques émergents (Recommandations)

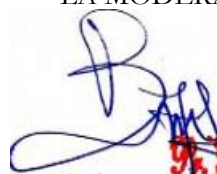
En conclusion de cette plénière, la modératrice, Pr. Mireille BITYÉ, a dégagé quatre leviers opérationnels pour les organisations et les États africains :

- ❖ L'innovation institutionnelle : Mettre en place des instances de gouvernance mixtes (Public-Privé-Société civile) pour gérer la transition et éviter un décalage entre les discours politiques et la réalité du terrain.
- ❖ L'approche systémique et interdisciplinaire : Considérer que les crises écologiques, énergétiques et sociales sont liées, et construire des réponses transversales plutôt que sectorielles.
- ❖ L'ancrage territorial et culturel : Adapter les solutions aux réalités sociologiques et géographiques de chaque région (endogénéité), en impliquant directement les communautés dans la gestion de leurs ressources (« biens communs »).
- ❖ L'entrepreneuriat et l'humanisme écologiques : Faire de la révision des politiques publiques un levier au service d'un entrepreneuriat écologique porteur de sens, fondé sur un humanisme écologique plaçant l'humain au centre de la transition.

Remerciements

La modératrice tient à remercier chaleureusement l'IAREMS, l'Université de Picardie Jules Verne et l'Université d'Ebolowa pour l'organisation de ce premier Congrès International CIMOA, ainsi que l'ensemble des intervenants M. Sinata Cyrille BELLO, M. Valentin Epoupa BOSSAMBO, Pr. Sigismond Hervey MVELE, Dr. Sandrine FOURNIER et Pr. Ruphin NDJAMBOU pour la qualité et la disponibilité de leurs interventions, qui ont nourri des échanges denses et stimulants sur l'avenir du modèle de développement africain.

LA MODERATRICE



Pr. Bityé Mireille
Membre de Conférences en Science
et Techniques de Gestion

4. SESSION SPECIALE 1 « CE QUE NOUS ENSEIGNENT LES THESES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION »

De « Ce que nous enseignent les thèses en sciences économiques et de gestion », organisée dans le cadre du 1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines (CIMO), la conférence sur ce thème tenue le 25 juin 2026 de 13h30 à 14h15 à l'amphithéâtre Beccaria du pôle cathédral de l'UPJV a été construite autour de deux registres :

- Un regard sur les éléments de contexte ;
- Un témoignage proprement dit.

Les éléments de la conférence ont été les suivants :

- Le doctorat aujourd'hui - un format hérité des sciences exactes avec les arguments suivants : formation tout au long de la vie avec l'apparition de candidats et candidates à la thèse au cours de leur vie professionnelle ; le doctorat comme condition nécessaire à l'obtention d'un poste d'enseignant-chercheur à l'Université (et dans la *business school* pour ce qui nous concerne) et un format hérité des sciences exactes - les thèses en 3 ans avec les aménagements en termes de durée pour les « professionnels » ;
- La marchandisation de l'enseignement supérieur et le financement des thèses : les classiques « appel à... » avec deux conséquences : un travail bureaucratique conduisant à faire de l'Université un mendiant institutionnel et une recherche normée dont les spécificités des sciences de gestion quant à la mendicité auprès des entreprises avec une recherche encore plus normée ;
- Les conséquences en France – une diminution du nombre de thèses soutenues : en général du fait de la raréfaction du nombre de postes à l'Université ; une diminution proportionnellement plus élevée en sciences de gestion du fait de la fin de la croissance des *business schools* ;
- La suspicion adressée aux encadrants – un volet de la remise en cause de la liberté académique : l'encadrement doctoral « sorti » des évaluations de carrière ; des chartes aux obligations croissantes ; des sas d'entrée à l'inscription avec un regard sur le contenu des projets de thèse ; des Comités de suivi individualisés ; l'interdiction faite aux encadrants de participer à la délibération du jury d'attribution du grade de docteur ;
- Pour les doctorants des pays du Sud : les études doctorales face à l'ambiguïté des politiques d'immigration choisie et de celles de la restriction de la délivrance des visas et le cosmopolitisme de la *business school* face - à la « démondialisation », aux populismes des pays du Nord et du Sud, aux concurrences diplomatiques ;
- Un formatage des thèses en volume et en contenu : comme conséquence des évolutions institutionnelles ; comme conséquence d'une recherche normée par les logiques de financements ; comme conséquence des instances d'évaluation ;
- Un *main stream* décontextualisé et limité aux « objets propres » avec la faible intégration des mutations socio-politiques : des conflits hybrides, combinant technologies *low cost* et dispositifs *high tech* ; de l'importance d'une économie grise où se mêlent États, sécuocrates des entreprises privées de sécurité, oligarques des trafics d'armes et de matières premières et réseaux criminels ; des activités majeures hors champs de recherche (narcotrafic, migrations forcées, trafic d'êtres humains, esclavage moderne, dérives de l'extractivisme - déforestation, exploitation illégale de minerais stratégiques, violences contre les communautés locales) ; des manifestations avérées du réchauffement climatique ; de la corruption des entreprises et de leurs dirigeants ;
- La faible articulation entre ontologie, méthodologie et téléologie : des « objets » définis comme s'ils existaient indépendamment des contextes socio-politiques, des rapports de pouvoir ou des dynamiques historiques : des protocoles standardisés (modèles économétriques, enquêtes par questionnaires, expérimentations contrôlées, usages systématiques et incontrôlés de logiciels d'analyse de données qualitatives et mixtes) qui supposent des comportements rationalisables ; une finalité de la recherche peu questionnée - les fameuses « implications managériales » sans réflexion sur les implications sociales ou politiques ;

- Une métrologie d'évaluation partielle et partielle : les bases documentaires et classements anglo-américains valorisant certaines formes de savoir (quantitatives, positivistes, micro-managériales) ; le passage en force des classements, qui s'imposent comme des référentiels « naturels » ; le passage en légitimité du « *publish or perish* » qui transforme la recherche en activité professionnelle codifiée ; le passage en imitation, qui conduit les chercheurs et institutions à reproduire ces normes ;
- Une vision instrumentale des conséquences du développement de l'intelligence générative : avec l'intégration pédagogique de l'IA et la réduction espérée des coûts ; la focalisation sur la lutte contre la triche et la gestion de son impact sur la recherche. L'IA est considérée comme un outil, sans reconnaître qu'elle constitue une transformation structurelle du travail dont le travail de recherche y compris dans ses modalités de diffusion du savoir créé qui, avec le *publish or perish* reste redevable de la « galaxie Gutenberg ».

Le prix Best Thesis Awards CIMOA 2026 a été décerné à la thèse de Charly MENGUE, Docteur de l'Université de Yaoundé II, dont les travaux profondément contextualisés combinent consommation musicale et médias sociaux.

Yvon PESQUEUX
Professeur du CNAM

5. SESSION DES « AWARDS CIMOA 2026 »

Le 1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines (CIMO A), organisé conjointement par l'IAREMS, l'Université de Picardie Jules Verne et l'Université d'Ebolowa, a mis à l'honneur plusieurs travaux scientifiques et initiatives managériales africaines exemplaires à travers ses différents prix. La cérémonie de remise des Awards CIMOA 2026 s'est déroulée le 25 juin 2026 de 14h15 à 15h15 à l'amphithéâtre Beccaria du pôle cathédral de l'UPJV, sous la présidence scientifique de la Professeure Sophie CHANGEUR, tandis que le Best Thesis Award CIMOA 2026 était placé sous la présidence du Professeur Yvon PESQUEUX.

I. Best Paper Awards – CIMOA 2026

1. Prix d'Or

Le Prix d'Or a été attribué à la Professeure Judith M. GLIDJA TCHIAKPE pour son article intitulé : « Conditions tarifaires de rachat d'électricité auprès des auto-producteurs en contexte béninois ». Ce travail a été salué pour son excellence scientifique, sa rigueur méthodologique et sa contribution majeure aux réflexions sur le management des organisations africaines, notamment dans le secteur énergétique.

2. Prix d'Argent

Le Prix d'Argent a récompensé l'article de la Professeure Mireille BITYE MENDOMO et Mme. Lynn Sha Daniella OYONO, intitulé : « Marketing sociétal et transition écologique en Afrique à l'ère de l'intelligence artificielle : entre quête de légitimité institutionnelle et risque de greenwashing algorithmique ». Le comité scientifique a souligné la pertinence théorique et empirique de ce travail, ainsi que son apport aux débats contemporains sur l'IA et la transition écologique en Afrique.

3. Prix de Bronze

Le Prix de Bronze a été décerné à Messieurs Taoufik MAGHNAOUI et Fouad BENELHAJ pour leur article : « Fintech et transition énergétique inclusive au Maroc et en Afrique de l'Ouest : approche hybride par économétrie de panel et machine learning explicable ». Cette distinction valorise l'originalité méthodologique et la contribution du papier aux enjeux d'inclusion énergétique et d'innovation technologique.

II. Awards for Innovative Sustainable Practices in African Organizations

Deux Prix d'Or ex aequo ont été remis pour distinguer des initiatives africaines exemplaires en matière de durabilité :

❖ Prix d'Or ex aequo – Valentin EPOUPA BOSSAMBO

Le Maire de Douala III, au Cameroun, a été honoré pour ses programmes municipaux intégrant efficacité énergétique, gestion responsable des ressources et actions innovantes renforçant la résilience environnementale et l'inclusion sociale.

❖ Prix d'Or ex aequo – Cyrus NGO'O

Le Directeur Général du Port Autonome de Douala a été récompensé pour ses initiatives de modernisation écoresponsable des infrastructures portuaires, l'intégration de solutions technologiques réduisant l'empreinte environnementale et la mise en œuvre de politiques de gestion durable.

III. Best Thesis Award – CIMOA 2026

Le Best Thesis Award a été attribué à M. Charly MENGUE, Docteur de l'Université de Yaoundé II, pour sa thèse : « Pratiques des nouveaux médias numériques au Cameroun : une analyse économique de la consommation de l'art musical sur internet », soutenue le 7 août 2025. Le jury a salué l'excellence scientifique du travail, la qualité de son analyse économique et sa contribution à la compréhension des usages numériques dans le secteur culturel camerounais.

Yvon PESQUEUX
Professeur du CNAM

6. SESSION « MEET THE EDITOR »

La session « Meet the Editor », organisée le 25 juin de 15h30 à 16h à l'amphithéâtre Beccaria dans le cadre du 1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines (CIMOAA), a constitué un moment privilégié d'échanges entre chercheurs et éditeurs académiques. Animée par Hadj NEKKA, rédacteur en chef de la revue RISO (classée FNEGE 4), cette rencontre a permis d'aborder les enjeux stratégiques liés à la publication dans des revues classées et indexées, en mettant l'accent sur les défis et opportunités pour une recherche dédiée au développement du management africain.

Publier dans une revue reconnue implique de répondre à des standards élevés en matière d'originalité de la contribution, rigueur méthodologique, solidité théorique, qualité rédactionnelle, respect des normes éditoriales. L'importance de la cohérence entre problématique, cadre théorique et méthodologie, souvent point faible des manuscrits soumis par de jeunes chercheurs.

La publication dans des revues indexées constitue un levier essentiel pour : visibiliser les problématiques africaines, renforcer la légitimité scientifique des chercheurs du continent, favoriser l'internationalisation des travaux, inscrire les recherches africaines dans les débats mondiaux. Toutefois, les défis persistants : accès limité aux ressources documentaires, manque d'accompagnement à la rédaction scientifique, et faible présence des thématiques africaines dans les comités éditoriaux internationaux. Plusieurs recommandations concrètes pour améliorer les chances de publication : cibler une revue dont l'orientation éditoriale correspond réellement au sujet traité ; lire attentivement les articles récemment publiés pour comprendre les attentes implicites ; structurer le manuscrit autour d'une contribution claire et explicitée ; éviter les manuscrits trop descriptifs ou insuffisamment problématisés ; soigner la qualité de la langue et la fluidité argumentative ; anticiper les cycles de révision, souvent longs et exigeants. Les chercheurs africains doivent valoriser la spécificité de leurs terrains, considérée comme une richesse plutôt qu'une contrainte, à condition d'être théoriquement articulée.

La session s'est conclue par un échange interactif. Les questions ont porté sur les critères de rejet les plus fréquents, la place des approches qualitatives dans les revues indexées, les stratégies pour renforcer la visibilité des travaux africains, les attentes des éditeurs en matière de contribution théorique. La nécessité de s'inscrire dans une conversation scientifique internationale, tout en apportant des perspectives ancrées dans les réalités africaines.

Hadj NEKKA
Rédacteur en chef de la RISO

7. SESSIONS PARALLELE 1

Les trois sessions parallèles du jeudi 25 juin lors du CIMOA 2026 ont offert un panorama riche et complémentaire des dynamiques de transition énergétique et écologique, d'entrepreneuriat féminin et de gouvernance durable en Afrique. Tenues de 16h à 18h30, elles ont constitué des espaces d'échanges scientifiques particulièrement stimulants, nourris par des analyses rigoureuses et des débats constructifs.

A. SESSION PARALLELE A

La session parallèle A, intitulée « Transition écologique, énergétiques et développement durable des organisations africaines : enjeux, pratiques et perspectives », s'est tenue en salle 116, sous la présidence de Pr. Françoise Okah Efogo, Dr. Sandrine Fournier (MCF-HDR) et Dr. Samba Diop (MCF-HDR).

Elle a réuni un public attentif et fortement engagé dans les échanges. Sur les six communications prévues, trois ont effectivement été présentées au cours de la session. Les exposés ont porté respectivement sur les conditions tarifaires de rachat d'électricité auprès des auto-producteurs en contexte béninois (Judith M. Glidja Tchiakpe B.), sur la fintech et la transition énergétique inclusive au Maroc et en Afrique de l'Ouest (Taoufik Maghnaoui, Fouad Benelhaj), ainsi que sur la rentabilité de l'écologie pour les banques africaines à travers le rôle modérateur de l'écoféminisme (Paul Dominique Zanga Ongbwa).

Conformément au format annoncé, chaque présentation a été suivie d'une phase de questions, de commentaires et de suggestions de la part des participants. Les débats ont été particulièrement nourris grâce à la participation intense de M. Hadj Nekka, Rédacteur en chef de RISO, et du Dr. Célestin Mayoukou, MCF-HDR émérite à l'Université de Rouen Normandie (France).

Globalement, les discussions ont mis en évidence l'intérêt des thématiques abordées ainsi que leur lien indiscutable avec l'objet de la session. Toutefois, elles ont invité les auteurs à renforcer pour les uns et à reconstruire pour les autres, l'ancrage théorique ainsi que la rationalité pratique des idées avancées.

Par ailleurs, le cœur des débats a porté sur les questions méthodologiques en raison de la petitesse des échantillons mobilisés et du caractère aléatoire des informations utilisées, principalement dans les communications sur la fintech et la finance écologique.

Des observations et des suggestions visant à améliorer les différents travaux ont été formulées à la fois par les présidents de session et par les participants qui ont d'ailleurs offert leur accompagnement aux auteurs, dans une dynamique constructive et scientifique.

La session s'est achevée à 18h30, dans une atmosphère de qualité, marquée par la richesse des échanges et l'intérêt manifesté autour des thématiques abordées.

Françoise OKAH



B. SESSION PARALLELE B

La session parallèle B, intitulée « Femmes entrepreneures et transformation des économies africaines », s'est tenue en salle 118 sous la présidence du Pr. Jean-Paul TCHANKAM (Kedge Business School – France), du Pr. Ruphin NDJAMBOU (INSG, ISTA-CEMAC, Université Omar Bongo – Gabon), du Pr. Ulrich Kevin KAMDUM KAMWA (Doyen ISGEA – Gabon) et du Pr. Mireille BITYE (Université de Bertoua – Cameroun). Les communications présentées ont mobilisé des approches variées : analyses comparatives, théories de l'effectuation, innovation frugale, entrepreneuriat institutionnel, offrant une lecture multidimensionnelle des dynamiques de l'entrepreneuriat féminin en Afrique.

La communication de Joseph Kaswengi, Delphine Godefroit-Winkel, Pratyush Ranjan, Cintya Lanchimba, Aronté Bennett et Prasad Mahapatra Bhabani a proposé une analyse croisée de micro-entrepreneurs en contextes de subsistance. Les auteurs montrent que la confiance dyadique et la coopération constituent des mécanismes essentiels pour la survie et la croissance des entrepreneures, révélant des différences culturelles significatives dans la manière de gérer la concurrence.

Le Dr. Al Said Al Roufaye Ahmat a présenté un travail mobilisant l'entrepreneuriat institutionnel et l'innovation sociale pour analyser le rôle du mobile banking comme levier d'inclusion financière. L'étude met en évidence la capacité des technologies mobiles à réduire les barrières d'accès aux services financiers, en particulier pour les femmes entrepreneures évoluant dans des environnements contraints.

La communication de Imboyo Kaunga, Mayindombe et Yere Apobe a souligné l'importance de l'entrepreneuriat féminin comme moteur de développement dans les pays en voie de développement. Les auteurs montrent que les femmes jouent un rôle structurant dans la diversification économique, malgré des obstacles persistants liés à l'accès aux ressources, à la formation et au financement.

Les travaux de Rigoberte Carine Koko A Bidias, Cedric Emmanuel Mounsam, et Hervey Sigismond Mvele ont interrogé la place de l'effectuation dans les pratiques entrepreneuriales féminines. Leur communication met en lumière une logique d'action fondée sur les ressources disponibles, l'expérimentation et la flexibilité stratégique.

Cette session a mis en évidence la richesse et la diversité des recherches consacrées à l'entrepreneuriat féminin en Afrique. Les communications ont convergé vers une idée centrale : les femmes entrepreneures constituent un levier majeur de transformation économique, mais leur impact dépend de la capacité des écosystèmes institutionnels, financiers et sociaux à soutenir leurs initiatives. Des observations et des suggestions visant à améliorer les différents travaux ont été formulées.

Pr. Jean-Paul TCHANKAM
Kedge Business School – France

C. SESSION PARALLELE C

La Session C du CIMOA 2026, tenue en salle 120 sous la présidence du Pr. Yvon PESQUEUX (CNAM – Paris), du Pr. Claude BEKOLO (Doyen honoraire – Cameroun) et du Pr. Souleymanou KADOUAMAÏ (ESSEC Business School Garoua – Cameroun), a rassemblé des communications portant sur les transformations institutionnelles, les innovations managériales et les mécanismes de gouvernance durable au sein des organisations africaines. Les travaux présentés ont mobilisé des perspectives variées (orientation marché, gouvernance publique, partenariats institutionnels, audit social, systèmes de management environnemental) offrant une lecture intégrée et cohérente des enjeux de création de valeur durable dans les contextes africains.

Les travaux du Dr. Annie Judith Mouangue-Smith et al. ont proposé une analyse approfondie des dynamiques d'orientation marché au sein de la CNPS du Cameroun. Leur modélisation du passage de « l'assuré-usager » à « l'assuré-patron » met en lumière une transformation culturelle et organisationnelle visant à renforcer la qualité de service, la responsabilisation et la performance publique.

Le Dr. Marie Romuald Pouka Pouka a montré que les politiques publiques, bien que nécessaires, ne suffisent pas à garantir la durabilité organisationnelle. Son étude identifie des configurations de gouvernance durable propres aux PME camerounaises, fondées sur des pratiques internes, des réseaux d'acteurs et des mécanismes d'adaptation contextuelle.

La communication de Yere Apobe, Mayindombe et Imboyo Kaunga a mis en évidence le rôle du Mobile Money comme vecteur d'intégration des fonctionnaires de la RDC dans le système bancaire. Leur analyse montre que les solutions numériques contribuent à moderniser les pratiques administratives, à sécuriser les paiements et à renforcer l'inclusion financière.

Brice Z. Adonon, Judith M. Glidja Tchiakpe B et Claude Bernard AGBO ont analysé la réforme de la Douane béninoise à travers le modèle de Pettigrew. Leur étude montre que le Partenariat Public-Privé constitue un levier de transformation institutionnelle, permettant d'améliorer la performance, la transparence et l'efficacité des services douaniers.

Les présidents de session, ainsi que les participants, ont formulé des observations et des recommandations constructives visant à renforcer la qualité scientifique et l'impact des travaux présentés.

Yvon PESQUEUX
Professeur du CNAM

8. PLENIERE 2 « POLITIQUES PUBLIQUES, GOUVERNANCE DURABLE ET TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES DES ORGANISATIONS AFRICAINES »

A l'IAE de l'Université Picardie Jules Verne, Amiens (France) du 25 au 26 juin 2026, a eu lieu le CIMOA2026 : 1er Congrès International sur le Management des Organisations Africaines. Ayant réuni scientifiques, experts et décideurs autour du thème « Concilier développement économique et transition écologique et énergétique : Quel modèle pour l'Afrique ? », le congrès s'est articulé autour d'un programme combinant temps scientifiques, institutionnels et sociaux.

Au titre des activités scientifique il y a eu, en autres, deux plénières dont la deuxième tenue le 26 juin de 9h à 10h30 à l'amphithéâtre Beccaria a porté sur « Politiques publiques, gouvernance durable et transformations institutionnelles des organisations africaines ».

Cette deuxième plénière, modérée par le Pr. Judith M. Glidja Baï (Université d'Abomey-Calavi, Bénin), a réuni un panel d'intervenants composé du Pr. Claude Bekolo (Doyen honoraire – Cameroun), du Pr. Ulrich Kevin Kamdoum Kamwa (Doyen ISGEA – Gabon), du Pr. Steve Thierry Bilounga (DAAC, Université d'Ebolowa – Cameroun), de M. Cyrille Balla Edjiane (Sous-Directeur des EPA et CTD, MINFI) et du Dr. Célestin Mayoukou (MCF-HDR émérite, Université de Rouen Normandie – France).

Les intervenants se sont accordés pour reconnaître que la richesse du sujet réside dans le caractère large des réflexions qu'il suscite. Ces scientifiques, experts et décideurs ne se sont pas autorisés le confinement de leurs analyses dans des théories classiques telles que la théorie néo-institutionnelle avec l'isomorphisme de DiMaggio et Powell (1983), la théorie de la gouvernance, etc. Dans une logique pragmatiste, ils ont retenu de baser leurs analyses sur :

- la logique longitudinale ancrée dans un positionnement historique où un témoin de l'histoire a exposé les changements institutionnels et politiques opérés dans le temps pour une gouvernance durable. Une analyse critique, de 1993 à 2025, a été faite sur la Programme d'Ajustement Structurel, l'Etat arbitre, les vague de privatisation des entreprises publiques, les expropriations, les discriminations subies par des noirs au sein de la francophonie, les concessions, etc. Les résistances de scientifiques africains ainsi que des décisions stratégiques de gouvernants ont permis de solutionner, dans le temps, ces réalités déplorables, à travers la conservation d'entreprises publiques dans le giron de l'Etat compte tenu de leur caractères stratégique et régaliens, la fin des discriminations flagrantes par la prise de texte et d'institution de traitement équitable des africains dans la francophonie, la fin des concession et la récupération des entreprises, le refus de signer la recolonisation, etc. En somme une autodétermination basée sur des travaux et décisions concrétisées sur les secteurs stratégiques comme l'énergie, les mines, l'agriculture. Désormais, les Etats africains sont en pleine reconstruction et récupération avec la maîtrise des matières premières et des coûts, la promotion de fabrications et de consommations locales, etc, donc de politiques publiques et institutions pour l'Afrique réelle. Les politiques publiques et les décisions de gestion équilibrées qui tiennent compte des aspects économiques, sociaux et environnementaux et susceptibles d'assurer la viabilité à long terme engendre des transformations institutionnelles des organisations africaines mais, méritent davantage de structuration et se lisent clairement à travers des évolutions réelles sur le terrain.

- les impacts limités de politiques publiques à travers le mimétisme institutionnel qui a engendré une illusion de capacité défavorable pour une gouvernance durable étant en contradiction avec les réalités du contexte africain. Par exemple l'implémentation aveugle des règles de confinement à l'occasion de la crise de la COVID 19 a été évoqué. La nature et la qualité des institutions d'Afrique nécessite une gouvernance hybride adaptée aux réalités africaines. Il faut par exemple tenir compte de l'agilité du secteur informel qui occupe plus de 80% des économies africaines. Les politiques publiques doivent donc passer d'une gouvernance procédurale à une gouvernance d'impact, une hybridation pour gérer l'économie informelle en respectant ses spécificités ;

- l'apport du droit et de la communication à une institutionnalisation efficace avec le cas concret de la création et de la gouvernance universitaire. En effet, le droit et la communication sont des outils d'institutionnalisation qui, à partir des actes juridiques notamment les éléments de normativité et d'"obligativité" ainsi que les stratégies et actions de communication, ont permis à une jeune université (4 ans seulement d'existence) d'atteindre des résultats très performants à savoir : l'ouverture à l'internationale, la création et la gestion efficace de 44 Institutions d'Enseignement Supérieur, etc. malgré les moyens qui restent limités ;

- la notion "Mieux d'Etat et moins d'Etat" qui a permis d'analyser l'histoire de l'endettement et des déficits structurels avec la soutenabilité des dettes et les facilités de plusieurs Etats pour une gouvernance durable. Des leçons doivent être tirées des cas de la Chine, du Brésil, de l'Argentine pour gérer au mieux les contraintes et risques liés ;

- l'adressage des problématiques de façon communautaire constitue également une solution pour une gouvernance durable en Afrique notamment en ce qui concerne les questions de régulation bancaire, circulation de personnes et des biens, constitutions adaptées au contextes, loi sur le Partenariats Publics-Privés (PPP), etc. tout en veillant à une maîtrise de la souveraineté des Etats. Une meilleure promotion des territoires, en cohérence avec les réalités de terrain, pour apporter le développement à la base et faire bénéficier les citoyens au-delà des décisions juridiques et administratives, favoriserait une gouvernance durable en contexte africain.

En définitive, le caractère large du sujet de cette plénière a ouvert la voix aux différentes réflexions et apports enrichissants sur les politiques publiques et une gouvernance durable pour transformations institutionnelles des organisations africaine. A partir d'un accent mis sur un diagnostic à la lumière de vécus historiques et situationnels puis de cas concrets, les intervenants ont examiné les politiques publiques dans leurs aspects distributif, redistributif, réglementaire et citoyen pour répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité des générations futures à répondre efficacement à leurs propres besoins, en contexte africain induisent des transformations institutionnelles à impacts des organisations africaines. Le défi des politiques publiques et une gouvernance durable pour des transformations institutionnelles réussies des organisations, réside donc dans des processus d'acculturation conciliant objectifs stratégiques, apprentissage organisationnel et acceptabilité sociale.

Prof. Judith GLIDJA TCHIAKPE
Directrice du LARMAG,
Université d'Abomey-Calavi (UAC) - BÉNIN

9. TABLE RONDE 2 « LEADERSHIP FEMININ ET TRANSFORMATION DURABLE DES ECONOMIES AFRICAINES »

La Table Ronde 2 intitulée « Leadership féminin et transformation durable des économies africaines », s'est tenue le vendredi 26 juin 2026 de 10h45 à 12h à l'Amphi Beccaria, sous la modération de Pr. Françoise Okah Efogo, Chef de département d'Économie Internationale à l'Université d'Ebolowa. Elle a réuni l'ensemble des participants au CIMOA, autour d'intervenantes de qualité dont les communications ont engagé le public dans une discussion animée et riche autour d'une thématique qui soulève les passions.

Ont pris part à cette table ronde le Pr. Françoise Okah Efogo autour du thème « Leadership féminin : réalité avérée ou nécessité morale ? », le Dr. Annie Judith Mouangue Smith sur « Les contraintes à l'expression du leadership féminin », le Dr. Pauline Darline Etet-Baha sur « Leadership féminin - innovation - digitalisation et économie bleue », ainsi que Mme Antoinnette Emilienne Ngo Mbange, qui a partagé une expérience institutionnelle à travers l'organigramme du MINFI Cameroun comme terrain d'analyse du positionnement des femmes comme leader au Cameroun.

À l'issue des différentes présentations, les échanges ont mis en évidence la réalité du leadership féminin, sa spécificité et sa contribution majeure à l'innovation et au développement durable. Les intervenantes ont souligné que le leadership féminin repose sur des qualités particulières, notamment la capacité d'innovation, d'adaptation, de concentration et de méticulosité, qui constituent des atouts essentiels pour la transformation des économies africaines. Les participantes ont également insisté sur le fait que le leadership féminin ne saurait être perçu comme une opposition entre les hommes et les femmes, mais plutôt comme une dynamique d'émancipation et de complémentarité. Elles ont rappelé que les femmes demandent avant tout un accompagnement institutionnel, ainsi qu'une formalisation effective des acquis afin de mieux définir et protéger leur espace d'expression et de permettre une contribution optimale à la vie économique et sociale. La session a suscité de nombreuses interventions du public, portant notamment sur les dérives possibles, ainsi que sur les implications culturelles, juridiques et sociales de l'épanouissement du leadership féminin. La richesse des points de vue exprimés a contribué à renforcer l'intérêt scientifique et pratique de la rencontre, qui s'est révélée particulièrement interactive et stimulante.

La table ronde, d'une durée de 1h30, s'est achevée dans une atmosphère d'engagement et de réflexion collective, traduisant l'importance de la thématique pour les dynamiques de développement durable en Afrique.

Françoise OKAH



10. SESSION SPECIALE 2 « APPROCHES METHODOLOGIQUES EN SCIENCES DE GESTION : ENJEUX ET DEFIS EN CONTEXTE AFRICAIN »

Les travaux de recherche en sciences de gestion sont parfois rejetés en raison de faiblesses méthodologiques. Les recherches menées dans le contexte africain ne font pas exception à cette réalité. Dans cette perspective, l'exposé visait à examiner les approches méthodologiques en sciences de gestion, en se concentrant plus particulièrement sur les enjeux et les défis propres au contexte africain.

L'exposé s'articule autour de deux grandes thématiques : les enjeux méthodologiques et les défis de la recherche. La première partie a porté sur les spécificités des données et des méthodes utilisées dans les recherches africaines. La réflexion sur les données a notamment porté sur la valorisation des données africaines, l'apport du numérique dans les processus de collecte et d'analyse, ainsi que sur la prise en compte de la diversité des territoires et des contextes locaux. Sur le plan méthodologique, l'exposé a souligné l'intérêt de démarches telles que la recherche-action et les entretiens qualitatifs, particulièrement adaptées à la compréhension des réalités socioculturelles africaines. Ces méthodes permettent notamment de saisir la richesse des savoirs et des pratiques issus de traditions largement marquées par l'oralité, notamment en Afrique subsaharienne.

La seconde partie a été consacrée aux principaux défis rencontrés par les chercheurs. Ces défis ont été examinés sous plusieurs angles : l'accès au terrain, la rigueur méthodologique, la validité des résultats, les méthodes d'analyse, les ressources disponibles, l'environnement institutionnel, les frontières géographiques et académiques, ainsi que les supports de diffusion de la recherche. Plusieurs difficultés ont été mises en évidence, telles que la faiblesse du développement industriel dans de nombreux pays africains, qui rend parfois difficile l'accès à des terrains d'étude diversifiés, l'influence de certains contextes politiques sur les activités de recherche, le nombre limité de laboratoires et d'infrastructures scientifiques, l'insuffisance des financements dédiés à la recherche et la faible mobilité académique des enseignants-chercheurs africains. À ces contraintes s'ajoute le nombre encore restreint de revues et de canaux de valorisation spécifiquement consacrés aux recherches menées sur l'Afrique.

À l'issue de la présentation, un débat s'est engagé entre les participants. Les échanges ont davantage pris la forme d'une discussion collective que d'une simple séance de questions-réponses. Parmi les thèmes abordés figurait notamment la place des projets de recherche. Bien que complexes et exigeants à mettre en œuvre, ces projets constituent une opportunité essentielle pour mobiliser des financements et développer des programmes de recherche ambitieux sur les problématiques africaines.

Les discussions se sont conclues sur la nécessité de poursuivre les efforts de sensibilisation aux enjeux et défis méthodologiques de la recherche en contexte africain. Dans cette optique, il a été proposé de présenter cet exposé à un public plus large composé d'étudiants de master, de doctorants, de jeunes chercheurs et d'enseignants-chercheurs confirmés. Le prochain congrès du CIMOA a notamment été évoqué comme un cadre particulièrement pertinent pour poursuivre cette réflexion, favoriser les échanges scientifiques et mettre en lumière les recherches africaines en sciences de gestion.

Fait à Orléans, le 13 juillet 2026

Joseph Kaswengi, MCF HDR
jsk

11. SESSIONS PARALLELE 2

Session D

La Session D du CIMOA 2026, intitulée « Dynamiques de consommation en Afrique : comportements, influences et sensibilité écologique », s'est tenue en salle 116 le 26 juin 2026, de 14h à 16h30, sous la présidence du Pr. Claude Bekolo (Doyen honoraire – Cameroun) et d'Annie Banikema-Sow (MCF, Université Paris-Saclay – France).

Les travaux de la session ont démarré par la présentation par Hortense Noël Tassi Nanga de sa communication intitulée « contribution de l'empowerment du consommateur et de la disponibilité perçue sur l'utilisation des applications bancaires en ligne : une exploration au contexte camerounais », rédigée avec Alphonse Mefoute Badiang. Partant du constat que la transformation numérique des services bancaires modifie progressivement les pratiques financières et favorise l'émergence de nouveaux modes d'interaction entre les banques et leurs clients, cette communication fait le constat que les investissements réalisés par les établissements bancaires et l'adoption des applications bancaires en ligne demeure toutefois limitée et les modèles traditionnels insuffisamment outillés pour décrire la complexité des comportements des consommateurs en Afrique, évoluant ainsi dans un environnement à forte incertitude et dans des logiques relationnelles.

Aussi l'étude faite cherche-t-elle à identifier les variables relationnelles et transactionnelles contextuellement ancrées, susceptibles d'expliquer au mieux l'utilisation des applications bancaires. Au terme de la mobilisation d'une démarche qualitative exploratoire à partir des entretiens semi-directifs auprès de responsables de banques et de clients, les résultats obtenus au terme de l'analyse thématique révèlent que l'empowerment du consommateur, à travers le développement des compétences numériques, le renforcement du sentiment d'autonomie et la capacité à maîtriser les services bancaires digitaux, constitue un levier essentiel de l'utilisation des applications bancaires en ligne. En outre, la disponibilité perçue apparaît comme un déterminant majeur de leur adoption et de leur utilisation. Quelques observations d'ordre méthodologique ont été adressées à la présentatrice qui s'est proposée de revenir sur certains points afin d'améliorer la communication.

Par la suite a été présentée la 2^{ème} communication intitulée « dépasser le prestige de l'importé : analyse des leviers de désirabilité des marques durables à travers une étude de cas multiples au Cameroun et au Kenya » de Pauline Etet Baha. Ce travail se proposait d'explorer la tension entre le prestige persistant des produits importés et le défi de l'acceptabilité sociale des innovations locales durables sur le continent africain. Il postulait que les communautés virtuelles des marques opèrent comme des laboratoires légitimation à même de déconstruire le complexe d'infériorité associé aux produits locaux.

A partir d'une approche qualitative exploratoire portant sur l'observation de 12 cas d'entreprises, les résultats révèlent que l'acceptabilité des produits locaux découle d'une désirabilité socio-construite et médiatisée allant ainsi au-delà des variables économiques, ensuite de l'ancrage identitaire, l'engagement éthique des consommateurs et la perception des valeurs culturelles africaines comme des moteurs d'innovation, se situant au-dessus des pratiques de subsistance. Comme conséquence, ce travail propose un modèle de branding contextualisé invitant les gestionnaires des marques et décideurs publics à ritualiser la fierté locale et à structurer le marketing territorial. Les principales observations faites sur cette présentation ont porté sur la clarification de sa démarche méthodologique et une faible contextualisation, car n'ayant pas intégré les thèses de Sigismond Mvele, Irène Abessolo et Joseph Nguezi qui ont particulièrement adressé la problématique du « made in » en Afrique.

En troisième position, la salle a accordé son attention à la communication de Hervey Sigismond Mvele et Albert Joël Mbarga intitulée « analyse de la sensibilité écologique des consommateurs africains : une expérience camerounaise ». Ce part du constat que l'intérêt de consommateurs pour des produits respectueux de l'environnement a considérablement

augmenté ces dernières années pour chercher à comprendre les différents facteurs qui façonnent la sensibilité écologique des consommateurs camerounais.

A partir des entretiens semi-directifs menés auprès d'un échantillon de 33 consommateurs relevant de plusieurs catégories socioprofessionnelles, les résultats obtenus après analyse de contenu montrent que les consommateurs interrogés optent progressivement pour des achats écologiques et principalement dans la consommation des produits issus de l'agroalimentaire, du textile, de la médecine traditionnelle et des vivres frais. Toutefois, ils sont freinés par plusieurs facteurs, notamment l'insuffisance de ressources financières, la disponibilité limitée des produits écologiques, les publicités mensongères, le manque d'informations, etc. Ces résultats de leur point de vue offrent une nouvelle grille de lecture des comportements écologiques des consommateurs en Afrique.

Cette communication a ouvert la voie à une préoccupation environnementale additionnelle, « dynamique d'achat des produits d'occasion : quelles pratiques de consommation pour soutenir la transition écologique en Afrique », qui semble interpeller l'actualité brûlante du continent. Cette communication se fonde sur le développement exponentiel du marché de l'occasion en ces lieux avec une croissance annuelle évaluée à 15% par la Banque Mondiale. Constatant le peu d'intérêt suscité par la littérature à ce phénomène en Afrique, les limites des approches théoriques, en particulier la préférence pour les pays du Nord en décalage à ceux du Sud, les auteurs se proposent de combler le vide observé en examinant simultanément les motivations et les freins à l'achat des produits d'occasion.

La démarche méthodologique suivie de type qualitatif exploratoire a conduit les auteurs à des entretiens semi-structurés auprès d'un échantillon de 40 consommateurs sélectionnés par choix raisonné. Les résultats ont permis de constater que l'achat de seconde main résulte d'un arbitrage permanent entre des motivations économiques, identitaires, socioculturelles et écologiques, accompagnées de quatre freins : la stigmatisation sociale, l'incertitude sur la qualité, la défiance envers les plateformes numériques et les interdits culturels. L'exploitation desdits résultats amène les auteurs à observer que leur communication apporte un cadre théorique nouveau à travers le modèle Motivations-Freins-Transition (modèle MFT), tout en constatant la défiance numérique comme étant absent de la littérature occidentale et donc spécifique à l'Afrique. L'ensemble des observations de la salle sur ces deux dernières communications portait sur la nécessité d'une robustesse plus forte de la démarche ainsi que sa pertinence.

Après un peu plus d'une heure quarante minutes d'échanges nourris, il ne restait plus qu'à mettre fin à la session pour permettre à la cérémonie de clôture de se tenir.

**Par Pr. Claude Bekolo
Doyen Honoraire**

Session E

La Session E du CIMOA 2026, consacrée à la « Gouvernance numérique, à l'IA et à la performance organisationnelle en Afrique », s'est tenue en salle 118 sous la présidence du Dr. Joseph Kaswengi (MCF-HDR, Université d'Orléans – France) et du Dr. Célestin Mayoukou (MCF-HDR émérite, Université de Rouen Normandie – France). Cette session a rassemblé des travaux portant sur les transformations numériques des organisations africaines, l'intégration de l'intelligence artificielle dans les pratiques managériales et les enjeux de gouvernance responsable.

La communication de Mireille Bitye Mendo et Lynn Sha Daniella Oyono a analysé les interactions entre marketing sociétal, transition écologique et intelligence artificielle. Les auteures montrent que l'IA peut renforcer la légitimité institutionnelle des organisations africaines engagées dans la transition écologique, tout en soulignant le risque croissant de greenwashing algorithmique. L'étude met en lumière la nécessité d'une gouvernance éthique des outils numériques pour éviter les dérives communicationnelles.

Le travail de Mireille Bitye Mendo, Serge E. Omgba Assembe et Sigismond H. Mvele propose une analyse exploratoire de la transformation numérique des services publics au Cameroun. Les auteurs montrent que la gestion multicanale (guichets physiques, plateformes numériques, services mobiles) constitue un levier essentiel pour améliorer la continuité du service, réduire les ruptures administratives et renforcer la satisfaction des usagers. L'étude souligne toutefois des défis persistants : hétérogénéité des infrastructures, faible interopérabilité et limites de l'inclusion numérique.

La communication de Najoua Lourhaoui et Barakate Hayat examine le rôle de la gouvernance responsable dans la relation entre transformation digitale et performance durable des organisations africaines. Les auteures montrent que la digitalisation ne produit des effets positifs que lorsqu'elle s'inscrit dans un cadre de gouvernance structuré, intégrant transparence, responsabilité et gestion éthique des données. Leur analyse met en évidence l'importance d'un leadership numérique capable d'orienter les innovations vers des objectifs de durabilité.

Cette session a mis en lumière les enjeux majeurs liés à la gouvernance numérique en Afrique, la nécessité d'encadrer l'usage de l'IA pour éviter les dérives éthiques ; l'importance de la transformation numérique pour moderniser les services publics ; le rôle central de la gouvernance responsable dans la performance durable des organisations.

Les chaires et les participants ont formulé des observations constructives et des suggestions d'amélioration, notamment sur le renforcement des cadres théoriques, la précision des choix méthodologiques et l'intégration des spécificités africaines dans les modèles de gouvernance numérique.

La session s'est distinguée par la qualité des échanges et la pertinence des thématiques abordées, confirmant l'importance stratégique de la digitalisation pour les organisations africaines.

Fait à Orléans, le 13 juillet 2026

Joseph Kaswengi, MCF HDR
jsk

12. PARTICIPANTS AU CIMOA 2026



1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines CIMOA

25 et 26 juin 2026 – Amiens

[A-I]

Nom	Prénom	Signature
ABONO	Romarc Gervais	
ALROUFAYE AHMAT	Al Said	
APOBE	Yere	
ASSIMI	Martin Olivier	
BAKREO	Voudwe	
BALECH	Sophie	
BALEPA	Sarah Anna	
BALLA EDJIANE	Cyrille	
BANIKEMA-SOW	Annie	

BEKOLO	Claude	
BELLO		
BILOUNGA	Steve Thiery	
BITYE	Mireille	
CHANGEUR	Sophie	
CHOUTAC	Clotilde	
DIOP	Samba	
DJAPOU FODJO	Ornella Thérèse	
EPOUPA BOSSAMBO	Valentin	
ETET-BAHA	Pauline Darline	
FOURNIER	Sandrine	
GLIDJA	Baï Judith M.	
GOLDMAN	Sarah	
IMBOYO KAUNGA	Olivier	



1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines CIMOA

25 et 26 juin 2026 – Amiens

[K-O]

KADOUAMAI	Souleymanou	
KAMDOUM KAMWA	Ulrich Kevin	
KAMIL	Salma	
KASWENGI	Joseph	
LOURHAOU	Najoua	
LUTETE NZAMBITUMA	Jocelyne	
MAGHNAOUI	Taoufik	
MAYOUKOU	Célestin	
MBAM	Augustin Junior	

MBARGA	Albert	
MENGUE	Charly	
MIFUNDU NGWIZANI	Laurianne	
MOUANGUE SMITH	Annie Judith	
MUTEBWA KABUYA	Consolate	
MVELE	Sigismond Hervey	
DJAMBOU	Steve	
NEKKA	Hadj	
NGO MBANGA	Antoinette Emilienne	
NJANKOUO MONTIE	Zounedou	
OKAH EFOGO	Françoise	
OMGBA	Serge E.	
OUMAROU	Boubakari	



IAE AMIENS
Ecole Interdisciplinaire
de Management

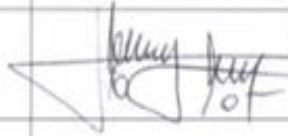
CRISEA
A 10 102



1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines
CIMOA

25 et 26 juin 2026 – Amiens

[P – Z]

PESQUEUX	Yvon		✓
POUKA POUKA	Marie Romuald		x ✓
SIMO	Yvette	lisio	
TASSI NANGA	Hortense Noel		✓
TCHANKAM	Jean-Paul		✓
TINA	Richard		
ZABOTO	Joseph	h sio	
ZANGA ONGBWA	Paul Dominique		✓

13. VALORISATION ET VULGARISATION DU CIMOA 2026 DANS LES MEDIAS

Internet/Web

- CIMOA 2026 : La Béninoise Pre Judith Glidja Tchiakpè remporte le prestigieux Prix d'Or du Best Paper Awards - levenementprecis <https://share.google/rr5OV99t0K1UkZ8IL>
- Congrès internationaux - iarems.fr
- Distinction : Le PAD sacré « Prix d'Or des Pratiques Innovantes et Durables en Afrique » – Le Financier d'Afrique <https://share.google/RyG2IkemwtpF94WT>
- Douala III: Le maire primé <https://share.google/IOehkqC0rZKxntQdd>
- France : Coup de maître, Judith Glidja Tchiakpè se distingue parmi l'élite scientifique africaine et décroche le Prix d'Or du CIMOA 2026 - Différence Info <https://share.google/SG3am3xOkfJUZ6Ev7>
- <https://cimoa-ialems.sciencesconf.org/>
- Recherche scientifique : La Professeure Judith Glidja M. Tchiakpè hisse le Bénin au sommet du CIMOA 2026 - Reperes Impacts <https://share.google/UtVXACZpGGEyr2YnH>

LinkedIn

- https://www.linkedin.com/posts/antoINETte-emilienne-ngo-mbanga-78aa1258_leadershipfaezminin-activity-7476295145773252608-ZtG/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/association-ialems_ugcPost-7476211868500533248-Qx0H/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/augustin-junior-mbam-ph-d-1679ba215_fin-de-clap-pour-le-1er-congr%C3%A8s-international-ugcPost-7476599678608936960-QJOH/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/augustin-junior-mbam-ph-d-1679ba215_cher-r%C3%A9seau-nous-avons-le-plaisir-de-partager-ugcPost-7479888211511681024-NX/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/cimoa2026-crisea-fnege-ugcPost-7482384374630535168-LOw/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/cimoa2026-ialems-daeenerdegala-ugcPost-7476211290454089729-5q4I/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/cimoa2026-ialems-plaezniaeyre1-ugcPost-7475861736609337344-gtqU/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/cimoa2026-ialems-sessionplaezniaeyre2-share-7476210525719392258-Ay8Z/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/gervais-romaric-abono-4a830a107_cimoa-afrique-ialems-ugcPost-7486340024926564352-ijyb/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/portautonomededouala-innovation-daezveloppementdurable-share-7488214907151204352-l4f/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/sandrine-fourrier-28692875_deux-journ%C3%A9es-consacr%C3%A9es-%C3%A0-l%C3%A9cologie-lenvironnement-ugcPost-7476152334511763456-xtra/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI
- https://www.linkedin.com/posts/thierry-landry-chinanga-154944210_concilier-la-croissance-%C3%A9conomique-avec-lurgence-ugcPost-7483797435387920384-UQ0c/?utm_source=share&utm_medium=member_ios&rcm=ACoAADZue18BxN60-T0VZV-6AKyeczpPztN_mNI

YouTube

- https://youtu.be/RxPC220HJBI?is=vESwqH085QQS_JS

14. CONCLUSION GENERALE

Le 1^{er} Congrès International sur le Management des Organisations Africaines (CIMOIA 2026) a clôturé deux journées de travaux intenses, marquées par la richesse des échanges, la diversité des contributions et la profondeur des réflexions engagées. À travers ses plénières, tables rondes, sessions parallèles, ateliers thématiques et espaces de valorisation, le congrès a démontré que l'Afrique dispose désormais des ressources intellectuelles, institutionnelles et organisationnelles nécessaires pour concevoir ses propres modèles de développement, fondés sur des approches endogènes, innovantes et durables.

Les travaux présentés ont mis en lumière la complexité des défis contemporains auxquels sont confrontées les organisations africaines : déficit énergétique persistant, vulnérabilité climatique, transformations numériques rapides, recomposition des pratiques entrepreneuriales, tensions institutionnelles, exigences de gouvernance durable. Mais ils ont également révélé la créativité des acteurs, la pertinence des approches méthodologiques, la capacité d'innovation des territoires et l'émergence de nouvelles formes de leadership, notamment féminin, capables de porter des transitions ambitieuses et inclusives.

Le CIMOIA 2026 a permis d'affirmer une conviction forte : les modèles de développement importés ne suffisent plus. Ils échouent à saisir la complexité des réalités africaines, car ils reposent sur des hypothèses institutionnelles, économiques et socioculturelles qui ne correspondent ni aux structures productives du continent, ni à ses dynamiques territoriales, ni à ses systèmes de valeurs. Les modèles exogènes ont souvent été construits pour des économies industrialisées, dotées d'infrastructures matures, de marchés financiers stabilisés et d'États fortement régulateurs. Transposés tels quels, ils produisent des effets limités, voire contre-productifs : dépendance technologique, fragilité institutionnelle, inadéquation des politiques publiques, reproduction des asymétries Nord-Sud et incapacité à répondre aux défis de souveraineté énergétique ou alimentaire.

Les trajectoires africaines doivent donc être pensées à partir des réalités du continent, de ses ressources, de ses contraintes structurelles, mais aussi de ses aspirations profondes. Celles-ci sont clairement formulées dans l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, qui constitue la boussole stratégique du continent. Cet agenda porte une vision ambitieuse : une Afrique prospère, intégrée, pacifique, technologiquement autonome, écologiquement responsable et gouvernée par des institutions fortes. Il appelle à transformer les économies africaines par l'industrialisation, la valorisation des ressources locales et l'innovation ; renforcer la souveraineté énergétique en exploitant les potentiels solaires, hydrauliques, géothermiques et biomasse ; développer des modèles endogènes fondés sur les cultures, les savoirs locaux, les dynamiques communautaires et les réalités territoriales ; promouvoir une gouvernance inclusive, participative et transparente ; accélérer la transition écologique en protégeant les écosystèmes, en réduisant les vulnérabilités climatiques et en adoptant des modes de production responsables.

Dans cette perspective, les communications du CIMOIA 2026 ont montré que l'Afrique n'est pas en attente de solutions extérieures. Au contraire, elle produit déjà des réponses originales, contextualisées, souvent pionnières : innovations frugales, entrepreneuriat féminin résilient, gouvernance territoriale expérimentale, fintech inclusive, agritech circulaire, modèles hybrides de gestion publique, intelligence artificielle appliquée aux services essentiels, etc. Ces initiatives démontrent la capacité du continent à inventer des solutions adaptées, efficaces et durables, qui méritent d'être documentées, valorisées et vulgarisées.

Le congrès a ainsi contribué à structurer un espace scientifique où se croisent disciplines, institutions, territoires et générations, dans une dynamique de coopération et de co-construction. Cette contribution répond directement aux Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier :

- ❖ **ODD 7 (l'accès universel à des services énergétiques fiables, modernes, durables et à un coût abordable pour tous)** : les travaux sur la souveraineté énergétique, les conditions tarifaires de rachat d'électricité, la fintech appliquée à l'inclusion énergétique ou les modèles de transition verte illustrent la volonté de garantir un accès équitable à l'énergie.
- ❖ **ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructures)** : les communications sur l'agritech, l'écologie industrielle, l'IA générative, la transformation numérique des services publics ou les partenariats public-privé montrent comment l'Afrique développe des infrastructures intelligentes et des innovations adaptées.
- ❖ **ODD 12 (Consommation et production responsables)** : les études sur les dynamiques de consommation, la sensibilité écologique, les pratiques d'achat durable ou la valorisation des résidus agricoles démontrent l'émergence de comportements responsables et de modèles circulaires.
- ❖ **ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques)** : les réflexions sur la transition écologique, la gouvernance durable, l'audit social environnemental ou les politiques publiques vertes illustrent la volonté de renforcer la résilience climatique.
- ❖ **ODD 5 (Égalité entre les sexes)** : les travaux sur l'entrepreneuriat féminin, le leadership des femmes et les dynamiques de transformation portées par les entrepreneures africaines montrent que l'égalité de genre est un levier central de développement.
- ❖ **ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs)** : la structure même du CIMOA réunissant universités africaines, américaines et européennes, laboratoires, collectivités, experts publics, chercheurs et praticiens incarne la coopération internationale nécessaire à la transformation du continent.

En articulant ces dimensions, le CIMOA 2026 a démontré que la recherche africaine en management est capable de produire des cadres théoriques robustes, des méthodologies adaptées et des solutions opérationnelles répondant aux défis du continent. Il a posé les bases d'une communauté scientifique engagée, capable de penser les transitions africaines avec rigueur, créativité et ambition, tout en contribuant à l'Agenda 2063 et aux ODD.

Le flambeau du CIMOA a été officiellement transmis à l'Université de Douala, institution hôte de la seconde édition, qui se tiendra du 25 au 28 mai 2027. Ce passage de témoin témoigne de la volonté de pérenniser le CIMOA comme rendez-vous majeur de la recherche en management des organisations africaines, en inscrivant durablement l'événement dans une dynamique de continuité scientifique, de coopération interuniversitaire et de consolidation des savoirs africains.

Pour le comité d'organisation du CIMOA 2026

LE PRESIDENT DE L'IAREMS




Dr. Augustin Junior Mbiwa
 Philosophy Doctor - PhD
 In Management Science, IAE - France
 Enseignant - Chercheur - Consultant